

**ARRÊTÉ N°2024/030**  
**AUTORISANT LE DEVERSEMENT**  
**TEMPORAIRE DES EAUX PLUVIALES**  
**DE L'OUVRAGE OA401 P DU GRAND**  
**PARIS EXPRESS**

**Eiffage Construction Equipements**  
**19 rue Mozart**  
**92110 CLICHY**  
**SIRET : 40329158600135**

**Pour ses installations situées 4 rue**  
**Henri Becquerel**

**Dans le réseau public d'assainissement**  
**du territoire Paris Terres d'Envol**

**Coordonnées du demandeur**  
**Eiffage Construction Equipements**  
**Pôle Gares – L16 Sevrans**  
**Monsieur Victor DEREUX**  
**06 19 63 26 13**  
**victor.dereux@eiffage.com**

**Le Président de l'établissement public territorial PARIS TERRES D'ENVOL,**

**Vu** les articles L1331-1 à L1331-10 et L1337-2 du code de la santé publique  
**Vu** l'article L 213-10-2 du code de l'environnement modifié par l'article 84 de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 ;  
**Vu** les articles L. 2224-8, L. 2224-9, L3451-1, L3451-3, R. 2224-19 R. 2224-19-1, R. 2224-19-6 du code général des collectivités territoriales ;  
**Vu** le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;  
**Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2kg/j de DBO5 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Vu** le règlement de service d'assainissement territorial adopté par délibération n° 152 du 13 décembre 2021  
**Vu** le règlement d'assainissement adopté par le Conseil Départemental de Seine Saint Denis

**Considérant l'avis émis sur la demande d'autorisation de déversement par :**

- Le département de la Seine Saint Denis en date du 07/10/2024

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – OBJET DE L'AUTORISATION

**Eiffage Construction Equipements**  
**Pôle Gares – L16 Sevrans**  
**SIRET : 40329158600135**

dénommé **l'Etablissement** dans la suite du présent arrêté est autorisé dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les activités du chantier provenant du chantier de la ligne 16-Lot 2 Grand Paris Express- OA 401P, dans le réseau territorial d'eaux pluviales de la rue de la rue Henri Becquerel à Sevrans qui rejoint le « bassin à pneu » géré par Paris Terres d'Envol puis le réseau départemental d'eaux pluviales de l'avenue Salvador Allende à Sevrans et la Morée (rivière gérée par le Département de la Seine-Saint-Denis).

L'Etablissement Public Territorial Paris Terres d'Envol est maître d'ouvrage du réseau territorial d'assainissement et responsable du service public d'assainissement territorial.

Dans la suite du document, il est dénommé **Paris Terres d'Envol**.

L'Etablissement indique que ses activités d'Aménagement, de second œuvre et de Corps d'Etat Technique ne génèrent pas de rejet d'eaux d'exhaure.

Les eaux de process ne seront pas rejetées au réseau public et seront gérées en circuit fermé.

Les rejets auront lieu dans le branchement existant d'eaux pluviales du chantier de l'OA 401P.

### ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUE DES REJETS

#### A. Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux rejetées doivent :

- Être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. En cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- Être ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C ;
- Présenter un rapport de biodégradabilité (DCO/DBO5) inférieur à 2,5 ;
- Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles de :
  - Colorer anormalement les rejets
  - Porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système d'assainissement ;
  - Endommager le système de collecte et de transport, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - Entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - Être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - Empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.
- Respecter les prescriptions du règlement de service de l'Assainissement de l'EPT, du règlement de l'assainissement Départemental.

#### B. Prescriptions particulières

Les eaux rejetées ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant à l'annexe V de l'arrêté du 22 juin 2007, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration dans les boues issues du traitement ou dans le milieu récepteur supérieure à celles qui sont fixées réglementairement.

Les eaux rejetées devront en particulier respecter les prescriptions particulières suivantes (réseau d'eaux pluviales)

Paramètres	Concentrations moyennes journalières maximale (mg /l)
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	300 mg/l
Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5)	100 mg/l
Matières En Suspension (MES)	100 mg/l
Azote global (NGL)	30 mg/l
Phosphore total (Pt)	10 mg/l

Quel que soit le réseau

Paramètres	Concentrations moyennes journalières (mg /l)
Métaux totaux (Pb + Cu + Cr + Ni + Zn + Sn + Cd + Hg + Fe + Al)	15 mg/l
Indice phénols	0,3 mg/l
Cadmium (en Cd)	0,2 mg/L
Benzène	0 mg/l
Toluène	4 mg/l
Éthylbenzène	1,5 mg/l
Xylène	1,5 mg/l
Manganèse	0,05 mg/l
Mercure (en Hg)	0,05 mg/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1 mg/l
Plomb et composés (en Pb)	0,5 mg/l
Cuivre et composés (en Cu)	0,5 mg/l
Chrome et composés (en Cr)	0,5 mg/l
Nickel et composés (Ni)	0,5 mg/l
Zinc et composés (en Zn)	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe + Al)	5 mg/l
AOX	1 mg/l
Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Sulfates	400 mg/l
Chlorures	500 mg/l
HAP	0,05 mg/l
PCB	0,05 mg/l

## ARTICLE 3 – CONDITIONS TECHNIQUES DU DEVERSEMENT

### Nature des rejets

La principale activité de l'Etablissement sur le site concerne les travaux d'aménagement et de second œuvre faisant suite aux travaux de génie civil de l'ouvrage annexe pour l'exploitation de la ligne 16 – Lot 2 du Grand Paris Express finalisés par NGE-GC.

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes : rejet d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les activités du chantier.

La note de calcul de la gestion des eaux pluviales prévoit un rejet au réseau public sur la base d'une régulation de débit à 2l/s/ha correspondant à un débit de fuite de 0,3 l/s pour le chantier. Un bassin de rétention de 60 m<sup>3</sup> est prévu.

### Plan des réseaux internes de collecte

Le raccordement à ce réseau est réalisé par un branchement existant au 4 rue Henri Becquerel qui sert depuis le début du chantier au déversement des eaux du chantier.

L'Etablissement devra prendre toutes les dispositions nécessaires d'une part pour assurer que l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement devra entretenir convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procéder à des vérifications régulières de leur bon état.

### Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement devra se tenir à la disposition de Paris Terres d'Envol pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés. A ce titre, les fiches « produit » et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par Paris Terres d'Envol sur demande.

### Traitement préalable aux déversements

Les eaux pluviales passeront également par un séparateur à hydrocarbures avant rejet au réseau public (annexe I)

## ARTICLE 4 – DUREE DE L'AUTORISATION

L'Etablissement est présent sur le site depuis juillet 2024. Cet arrêté régularise et autorise le rejet en cours pour une durée de 13 mois à partir de juillet 2024.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Paris Terres d'Envol, par écrit, 2 mois avant la date d'expiration du présent arrêté.

En dessous de ce délai et si l'instruction de ce renouvellement se prolonge au-delà de la validité de la présente autorisation, la Direction de l'Eau et l'Assainissement se réserve le droit de faire interrompre le rejet le temps de cette instruction.

## ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES

L'EPT Paris Terres d'Envol et le Département de la Seine-Saint-Denis n'appliquent pas de redevances pour le rejet d'eaux pluviales des chantiers au réseau public.

## ARTICLE 6 – AUTOSURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté.

Chaque ouvrage et installation de prélèvement est équipé de moyens de mesure ou d'évaluations appropriées du volume prélevé.

L'exploitant doit spécifier les différents volumes d'eaux rejetés pour chaque type d'eau : eaux pluviales souillées ainsi que les eaux de process (utilisées pour le bétonnage).

Le titulaire devra mettre en place un programme de surveillance des rejets.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le demandeur consigne sur un registre les éléments du suivi de l'exploitation de l'installation de prélèvement :

- Les volumes prélevés quotidiennement ;
- Les incidents survenus au niveau de l'exploitation.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les activités du chantier sont actuellement collectées par un bassin de décantation et un bac débourbeur/déshuileur avant raccordement au réseau public. Il est demandé au pétitionnaire un curage régulier des ouvrages de prétraitement, un suivi continu du pH et un traitement complémentaire pour ramener le pH in situ aux teneurs maximales imposées en cas de dépassement.

### **Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet :**

Description des installations en place :

Chaque ouvrage de traitement sera inspecté à fréquence régulière, et entretenu de manière à être en permanence opérationnel suivant ses caractéristiques et ses performances annoncées. Un cahier d'exploitation sera tenu à jour pour chaque ouvrage. Chaque intervention ou vérification devra être consignée. Les bordereaux de suivi des déchets y seront conservés. Ce cahier sera tenu à disposition des agents des services publics de l'assainissement.

Entretien et élimination des déchets :

L'Etablissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de pré-traitement/récupération en bon état de fonctionnement. Pour cela, les regards de vidange doivent être parfaitement accessibles. Ils seront suffisamment grands pour permettre le nettoyage et les éventuelles opérations de maintenance à effectuer sur l'appareil.

L'installation récupérant les boues/les hydrocarbures devra être vidangée et curée régulièrement, au minimum annuellement, en fonction de son utilisation et de sa capacité de rétention. Les boues/les hydrocarbures, stockés sur rétention, doivent être évacués en tant que déchets industriels spéciaux et confiés à une société agréée qui assurera leur élimination ou leur valorisation dans les conditions réglementaires en vigueur.

Les by-pass qui permettent d'isoler l'appareil doivent être évités.

### **Surveillance de la qualité des rejets :**

**Des mesures de débit, de pH et de température de l'effluent seront effectuées journalièrement.** Les paramètres du tableau de l'article 2-B seront analysés **mensuellement** en laboratoire agréé sur un prélèvement en un point représentatif du rejet global au réseau d'assainissement. Le paramètre Sulfate devra faire l'objet d'une analyse tous les 15 jours.

Transmission des données obtenues :

En cas de non-conformité du rapport d'analyse transmis par le laboratoire, l'Etablissement devra arrêter le déversement et mettre en place un dispositif de prétraitement adéquat et bien dimensionné au regard de la pollution à traiter.

Ce programme d'autosurveillance pourra être modifié sur la période, en fonction des résultats obtenus.

Le rapport d'autosurveillance qui sera transmis à la fin du rejet sera accompagnée d'un bilan comportant :

- Le volume d'eau rejeté au réseau d'assainissement.
- Les résultats d'autosurveillance.
- La consommation en eau potable pour chaque usage.

Il conviendra d'envoyer les résultats d'analyse des eaux aux gestionnaires d'assainissement dont les contacts apparaissent ci-dessous.

## Contacts

Contact établissement	Téléphone	Courriel
EPT Paris Terres d'Envol	0 800 10 23 13	<a href="mailto:contact.usagers@paristde.fr">contact.usagers@paristde.fr</a>
Département de Seine Saint Denis DEA Bureau Qualité des Eaux 93 006 BOBIGNY Cédex	01.43.93.68.33 ou 01.43.93.68.41	<a href="mailto:autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr">autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr</a>

## Contrôle

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité.

L'Etablissement facilitera l'accès des agents de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis, ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes de la présente autorisation. Ces contrôles ont lieu de façon inopinée.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis pourront faire supporter les frais du contrôle par l'auteur du déversement si au moins une analyse démontre que les eaux rejetées ne sont pas conformes aux prescriptions, sans préjudice des sanctions prévues dans le règlement d'assainissement.

Paris Terres d'Envol et le Département de Seine-Saint-Denis (ainsi que les organismes et laboratoires d'analyse appelés à intervenir dans le cadre de ces contrôles) s'engagent à respecter le caractère confidentiel des résultats d'analyses, notamment pour préserver certains secrets de fabrication de l'Etablissement.

## ARTICLE 7 – NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION

L'Etablissement devra prendre les mesures nécessaires pour prévenir les risques de déversement de produits dangereux et pour limiter les conséquences d'un déversement accidentel.

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement Paris Terres d'Envol, ainsi que le Département, en cas de risque :

- Soit d'un rejet non conforme, à la suite d'un dysfonctionnement du prétraitement éventuel ou non (mesures in situ, autosurveillance, observations...);
- Soit d'un rejet accidentel de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente autorisation, l'Etablissement est tenu de :

- Prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis pour une autre solution ;
- Isoler son réseau d'évacuation d'eaux si le dépassement fait peser un risque grave pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de Paris Terres d'Envol et du Département de Seine-Saint-Denis.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H<sub>2</sub>S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement. Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission de résultats à fréquence très courte et d'une alarme en cas du dépassement du seuil d'H<sub>2</sub>S de 5 ppm.

Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du désordre constaté. Il mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'Etablissement en demandera l'autorisation au gestionnaire après avoir démontré le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Pour cette alerte, les contacts sont les suivants :

**Etablissement public territorial Paris Terres d'Envol**

Direction de l'Eau et l'Assainissement

0 800 10 23 13 – [contact.usagers@paristde.fr](mailto:contact.usagers@paristde.fr)

**Département de Seine-Saint-Denis**

Direction de l'Eau et de l'Assainissement  
Service Hydrologie Urbaine et Environnement  
Bureau Qualité des Eaux  
01 43 93 65 00

Si nécessaire, Paris Terres d'Envol se réserve le droit de :

- a) N'accepter dans le réseau d'assainissement territorial que la fraction des eaux correspondant aux prescriptions définies dans la présente autorisation ;
- b) Prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchements en cause, si la limitation des débits collectés, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, Paris Terres d'Envol :

- Informera l'Etablissement de la situation et de la ou les mesures envisagées, ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- Le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente autorisation avant cette date.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Direction de l'Eau et l'Assainissement du fait du non-respect des conditions d'admission, en particulier, des valeurs limites définies par la présente autorisation, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Direction de l'Eau et l'Assainissement et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfates établi à 400 mg/l, si des désordres étaient constatés sur le système d'assainissement, tels que des émanations de gaz soufrés engendrant un danger pour le personnel exploitant, le rejet sera immédiatement arrêté et l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, soit par la mise en route d'un dispositif de prétraitement, soit par l'injection de réactif pour éviter les phénomènes de fermentation.

Les contraventions à la présente autorisation feront l'objet d'un signalement écrit à l'Etablissement et seront poursuivies conformément aux lois.

**ARTICLE 8 – CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer Paris Terres d'Envol

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet, doit être portée à la connaissance de Paris Terres d'Envol. Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie en tenant compte de l'évolution des activités du site, des modifications éventuelles apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation en annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables aux services publics d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions de la présente autorisation pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, Service Police de l'eau, cellule Paris proche couronne ;
- Monsieur le Maire de SEVRAN

Fait à Villepinte, le

**17 OCT. 2024**

**Bruno BESCHIZZA**

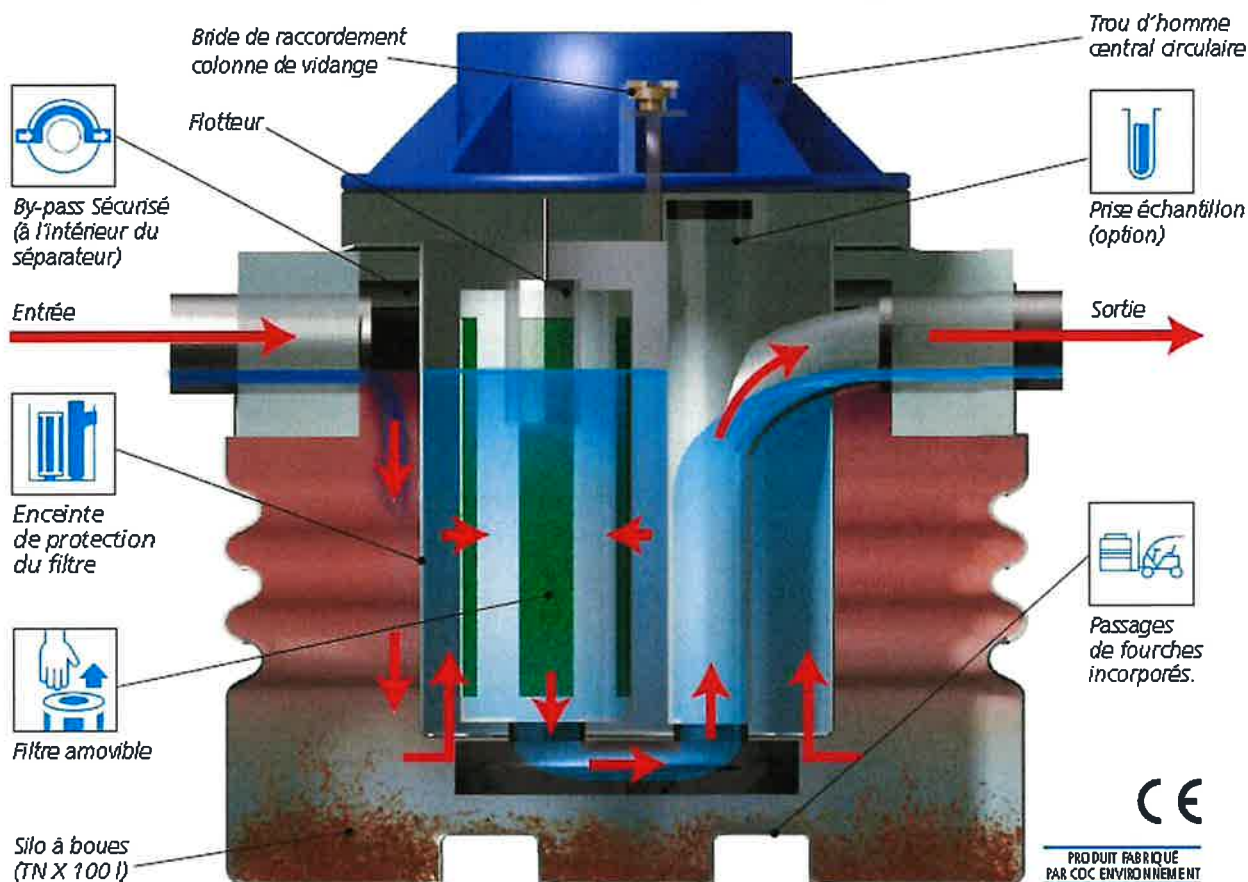
Président de Paris Terres d'Envol

Maire d'Aulnay-sous-Bois





## Une nouvelle conception du séparateur d'hydrocarbures qui facilite la pose, le fonctionnement et l'exploitation des séparateurs hydrocarbures.



Equippé d'un filtre à coalescence, il est conçu pour un rejet d'hydrocarbures  $\leq 5 \text{ mg/l}$ .

Il est proposé avec ou sans by-pass dans les tailles nominales de débit traité du 1,5 au 20 l/s et débit admissible jusqu'à 100 l/s.

En application de la norme NF EN 858, Il convient d'équiper le séparateur d'un dispositif d'alarme.

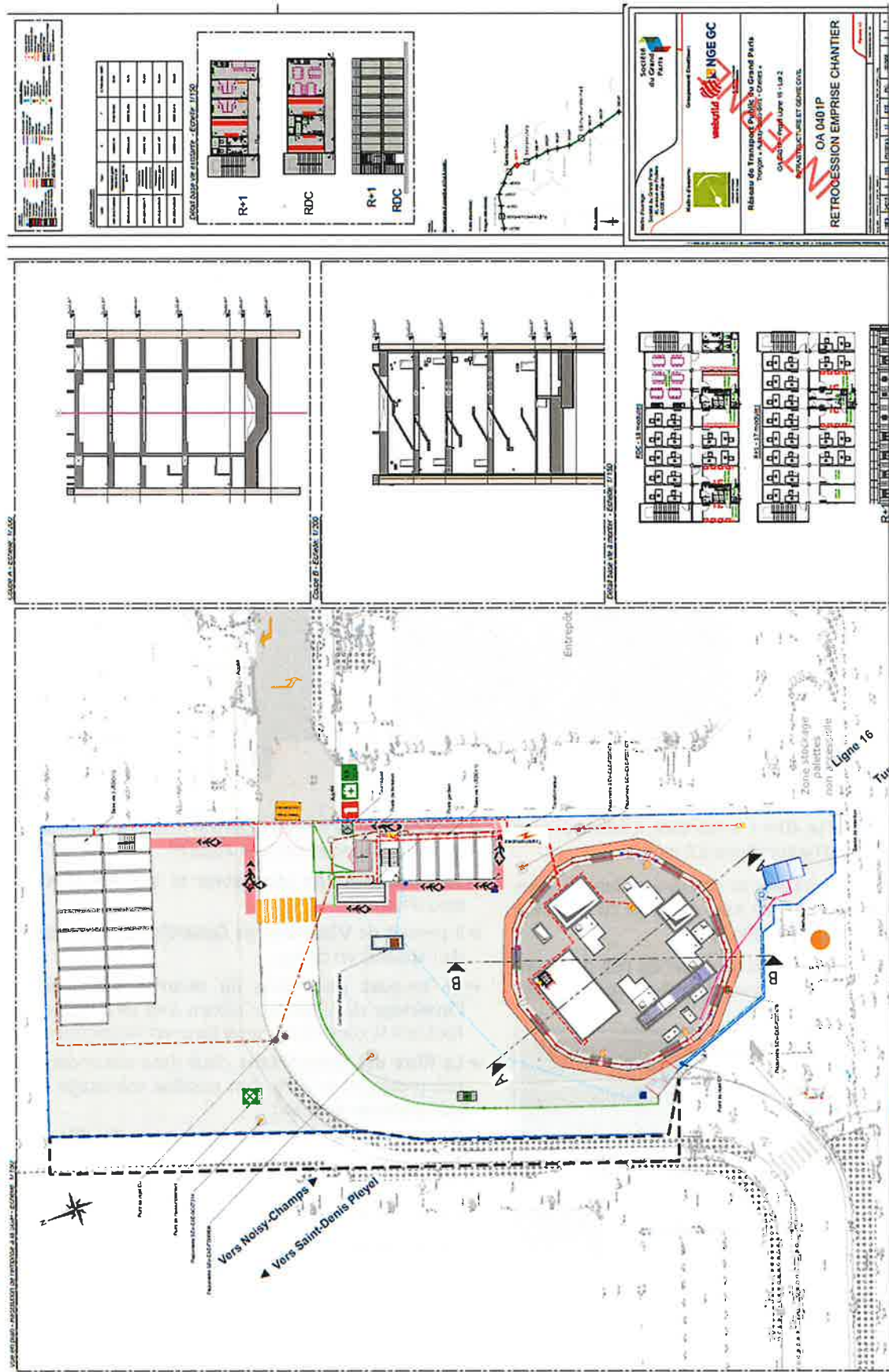
Séparateur sur banc d'essais

Contrôle d'un séparateur en usine sur banc d'essais.



- ✓ **Un seul trou d'homme central** pour une meilleure adaptation environnementale de l'appareil.
- ✓ **Le mécanisme du séparateur** se trouve à la vue sous le trou d'homme.
- ✓ Il permet de **Visualiser et Contrôler le fonctionnement** de l'appareil en charge.
- ✓ **Le by-pass pour plus de sécurité est positionné à l'intérieur** du séparateur évitant ainsi de possibles fuites et facilitant le contrôle du séparateur en fonctionnement.
- ✓ **Le filtre est autoportant**. Situé dans son enceinte, les parois protègent le filtre d'un possible colmatage (**testé sur une période de 1 an**).
- ✓ Pour son nettoyage, et sa maintenance, **il suffit de le soulever pour l'extraire du séparateur**.
- ✓ **Le silo à boues au fond de l'appareil** permet de concentrer les boues pour faciliter les opérations de vidange.
- ✓ Produit marqué **CE norme applicable NF EN 858-1**.

## ANNEXE II : Plan d'installation de Chantier



Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20241108-2024-030-AU  
Date de télétransmission : 08/11/2024  
Date de réception préfecture : 08/11/2024